

Notre sécurité sociale en danger !

Le financement de la sécurité sociale doit répondre aux besoins de la population et ne peut pas dépendre d'objectifs d'économies budgétaires.

Ce dont les gens ont besoin :

- une sécurité sociale forte capable d'assurer une bonne protection sociale et le bien-être de toutes et tous ;
- des soins de santé de qualité et accessibles ;
- une pension légale garantissant une vie décente lors d'une retraite bien méritée.

// 1. La Sécu, c'est quoi ? La sécu, c'est toi !

La sécurité sociale vous protège. Tout au long de votre vie. Elle permet de faire face à une maladie, une incapacité de travail, une perte d'emploi, de financer vos soins de santé, votre pension, ...

Elle est alimentée par plusieurs sources de financement :

- les cotisations sociales prélevées sur vos salaires (plus de 70% des recettes !) ;
- les moyens fiscaux :
 - le financement alternatif : il s'agit de recettes fiscales servant à compenser les réductions de cotisations sociales accordées aux employeurs ;
 - la dotation classique de l'État ;
 - la dotation d'équilibre de l'État si le budget de la sécu est en déficit.

// 2. Pourquoi une réforme du financement de la sécu ?

Les progrès technologiques, le vieillissement mais aussi la crise économique et financière, impliquent que certaines dépenses sociales (pensions, soins de santé, ...) augmentent plus rapidement que les recettes. Mais surtout, de nombreux types de réductions de cotisations sociales sont appliqués, réduisant fortement les recettes de la sécurité sociale.

Or, la sécurité sociale a un rôle important à jouer dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et contribue à une bonne protection sociale de la population, d'où l'importance de veiller à son équilibre !

// 3. Ce gouvernement met la sécu en danger !

Plutôt que d'assurer le financement de la sécu, le gouvernement le rend aléatoire et incertain.

- **La dotation d'équilibre n'est plus garantie mais soumise à une série de conditions**

En bref, pour bénéficier de cette dotation, les départements de la sécu (pensions, soins de santé, ...) devront prouver qu'ils ont suffisamment contribué aux économies budgétaires décidées par le gouvernement.





Et si les syndicats et les employeurs parviennent à des accords, en permettant une retraite anticipée aux métiers pénibles, et que cela coûte à la sécu, ils devront proposer de réduire d'autres dépenses sociales.

Plutôt que de chercher à assainir les finances publiques au moyen d'une fiscalité juste, le gouvernement choisit de mettre la Sécu à contribution en lui imposant un carcan, quitte à couper dans les soins de santé ou à diminuer les pensions.

- **La dotation classique de l'État est liée à l'allongement de la carrière**

Pire encore, il introduit un mécanisme qui serre la vis du carcan : **l'augmentation de la dotation classique de l'État sera liée à l'âge effectif moyen de départ à la retraite (6 mois par an !). C'est irréaliste et inacceptable !** C'est une attaque contre les systèmes de départ du marché du travail.

Une société à la population vieillissante signifie une augmentation des dépenses de pension, de maladie et invalidité et de soins de santé. Ce qui nécessite avant tout davantage de solidarité !

- **Le financement alternatif est insuffisant**

En réduisant fortement les cotisations sociales pour les employeurs, le gouvernement espère que ceux-ci créeront des emplois qui devraient générer des cotisations et des recettes fiscales.

Cela fait beaucoup de « si ». Le manque à gagner pour la sécu est certain. Les recettes fiscales censées compenser les réductions de cotisations ne sont pas garanties.

// 4. Ce dont la sécurité sociale a besoin

C'est d'une dotation d'équilibre garantie qui compense un budget de la sécu en déficit !

C'est d'une dotation de l'État qui tient compte des besoins d'une population vieillissante !

C'est d'un financement alternatif qui compense tous types de diminutions de cotisations sociales !

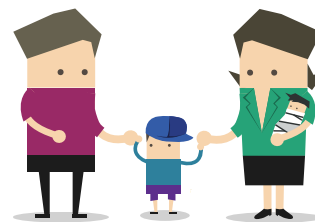
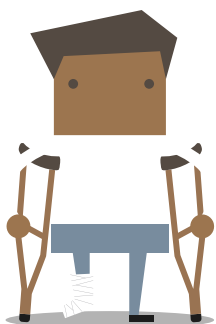
C'est une question de volonté politique !

La richesse produite en Belgique augmente suffisamment pour trouver des sources de financement innovantes et durables, notamment par le biais d'une fiscalité juste et équitable.

C'est indispensable !

Afin de permettre à la sécurité sociale de contribuer de manière pérenne à une bonne protection sociale pour tous, et plus largement à la cohésion sociale et au bien-être.

Cette intervention unilatérale du gouvernement dans un système social majoritairement financé par les travailleurs, et dont les interlocuteurs sociaux sont les gestionnaires responsables, est inacceptable.



Ce n'est pas un jeu... Mais on y gagne à tous les coups ! Visitez www.everybodywins.be

WWW.FGTB.BE



syndicatFGTB



@syndicatFGTB

FGTB

Ensemble, on est plus forts